

Prix du pétrole : le jeu des pays exportateurs, des pays importateurs
et des pays autosuffisants ; que feront les Etats-Unis ?

L'économie de l'Union européenne sera affectée par la politique des Etats-Unis, qui pourrait bien être favorable aux pays exportateurs de pétrole.

Les pays exportateurs de pétrole préfèrent évidemment que le prix du pétrole soit élevé. Celui-ci dépend du volume des exportations venant des pays qui produisent à coût bas ou modéré. L'Arabie saoudite leur a montré plutôt durement qu'ils ont un très grand intérêt à s'entendre pour limiter leur production – cf. une autre « note brève »¹.

Les pays importateurs ont évidemment intérêt à ce que les prix soient modérés. Comment donc peuvent-ils faire ?

Diminuer les coûts des gisements les plus chers ? Sans doute, mais c'est difficile et il suffirait que les pays à bas coût s'entendent sur une diminution de leur production pour que les prix se maintiennent.

Créer un impôt à la consommation pour diminuer la consommation de produits pétroliers et, ainsi, faire baisser les prix ? Mais, avec le pétrole, cela risque fort de ne pas fonctionner ainsi. Même si l'objectif des pays importateurs était de diviser par deux leur consommation de pétrole en augmentant les prix à la consommation, les pays à coût bas auraient intérêt à réduire leur production de façon à élever le prix mondial au niveau qui diviserait la consommation par deux sans impôt nouveau au stade de la consommation. Ils pourront le faire à condition de s'entendre entre eux².

Donc, pour les pays importateurs, il n'y a qu'une façon de maîtriser les prix : faire en sorte que les producteurs à bas coût ne s'entendent pas entre eux. Il y a pour cela de nombreux moyens, qui relèvent plus de la diplomatie et des rapports de force que de la politique de l'énergie. Peu d'Etats en disposent. Les Etats-Unis étaient importateurs et, de tout temps, ont su jouer de ces moyens. Ils seront bientôt autosuffisants en produisant du pétrole à coût modéré.

Quelle sera la politique des Etats-Unis ? Quels effets sur l'Europe ?

La politique des Etats-Unis peut être favorable aux pays importateurs ou aux pays exportateurs.

Ils pencheront vers les pays importateurs s'ils agissent pour que les productions à coût bas et moyen suffisent à répondre à la demande. Ils augmenteront alors leur production de pétrole, ils ne s'interdiront pas d'en exporter et, surtout, leur diplomatie fera en sorte que les pays exportateurs soient dissuadés de réduire leur production. Les prix monteront à un niveau qui rendra compétitive une production suffisante de pétrole de schiste mais pas plus, soit 60 ou 70 \$/bl.

Ils pencheront vers les pays exportateurs s'ils s'interdisent d'exporter du pétrole (comme ils ont su le faire pour le gaz quand ce fut leur intérêt) et s'ils ne font rien pour contrarier les efforts de concertation au sein de l'OPEP et entre l'OPEP et d'autres pays à coût de production bas ou modéré. Les prix pourraient monter au-delà de 100 \$/bl, jusqu'à rendre compétitives des énergies de substitution – liquide à partir de charbon, EnR avec stockage d'électricité, etc.

Une hausse des prix mondiaux n'affecterait certes pas les Etats-Unis. Ils consommeraient le pétrole qu'ils produiront eux-mêmes. Disposant d'une énergie moins chère que les pays importateurs, ils renforceraient la compétitivité de leurs entreprises face à d'autres, notamment européennes, japonaises ou chinoises (comme on l'a vu avec le gaz). Par ailleurs, la hausse du prix du pétrole serait très favorable aux exportateurs, dont l'Arabie saoudite et la Russie.

Selon les orientations économiques et diplomatiques des Etats-Unis telles qu'elles se dessinent, il est donc possible d'anticiper qu'ils ne dissuaderont pas les pays producteurs à bas coût de s'entendre, ce qui sera une forme d'encouragement.

Pour nous, Européens, plutôt impuissants face à cette situation, la meilleure politique est certainement de réduire massivement notre consommation de pétrole. Un impôt CO₂ sur la consommation finale aura un effet sur le prix mondial si nous parvenons à diminuer notre consommation *avant que les pays à bas coût de production s'entendent entre eux*. Dans une note précédente, j'ai montré que nous avons sans doute intérêt à ne pas tarder.

¹ Si la production à coût bas ou modéré baisse de 10 %, le prix augmente beaucoup plus.

² Voir une note publiée sur www.hprevot.fr ; s'ils s'entendent, ce sont eux qui « capteront la rente ».